

FORUM BERTRAND BADIE, professeur des universités à Sciences-Po Paris

# La sanction et l'image de soi

De nombreuses lois nouvelles ont accompagné le Noël des Hongrois, sous forme de trente textes adoptés à la hâte par le Parlement, très souvent contraires à la législation européenne. Lois pour affaiblir la démocratie, au prix notamment de dispositions électorales manifestement inéquitables. Lois pour réduire la liberté d'expression et museler les rares médias d'opposition. Lois pour encadrer les mœurs. Lois pour restreindre la liberté de conscience et de culte. Lois pour officialiser les inégalités sociales. L'ensemble s'est installé dans une ambiance redoutable de nationalisme outrancier, de xénophobie et de racisme ordinaires. La Commission européenne a mis trois semaines à réagir. Encore l'a-t-elle fait d'abord sur le mode étroit du contentieux juridique, là où il s'agissait de répondre d'abord à une conception globale de la

citée ; de même s'est-elle limitée à trois seulement parmi tous les textes en cause. Les États membres de l'Union se sont faits discrets pour les uns, indifférents pour les autres, laissant passivement s'exprimer une surenchère antieuropéenne qui rythme les cortèges dans les rues de Budapest. Malgré le débat ouvert le 18 janvier au sein du Parlement européen, le chantage à l'aide financière risque de bricoler à lui seul un dérisoire compromis...

On doit admettre, peut-être à la décharge du gouvernement hongrois, que ce sursaut national-populiste est implicite un peu partout en Europe : au-delà du temps de l'intégration qui se nourrissait d'une



Le premier ministre hongrois Viktor Orbán (à gauche) et le président la Commission européenne José Manuel Barroso.

conjoncture favorable, la dynamique de l'Union s'est comme inversée pour devenir, avec la crise, une machine à reproduire les nationalismes, voire à les aggraver. Pire encore, à force de construire

**Dénoncer l'Europe est devenu une façon commune et commode de protéger les vertus de son génie national.**

L'Europe en dehors des peuples, en contournant ceux-ci, en réservant les institutions intégrées à une petite caste, on a su faire de l'Union

européenne non pas un espace de solidarité mais le bouc émissaire idéal de tous les échecs essayés. Dénoncer l'Europe est devenu une façon commune et commode de s'affirmer et de protéger les vertus de son génie national. Il ne subsiste alors du rêve européen que ce référent muet sur lequel on peut concentrer tous les torts.

En acceptant les dérives hongroises comme une fatalité sans remèdes, on risque de glisser lentement mais sûrement vers la banalisation de ce qu'on dénonçait naguère comme de l'outrance. Au nom de l'inefficacité soudain prêtée à la sanction, on refait l'Europe à l'image de ce qu'elle ne devait plus

être : une confédération de tragédies en devenir qui n'ont d'autres choix que de s'accepter mutuellement, à la manière de Chamberlain face aux régimes autoritaires qui se déployaient alors sur le Vieux Continent. Réagir avec promptitude et fermeté aurait été une façon d'afficher que l'Union a été précisément construite sur la dynamique inverse de celle qui se forme aujourd'hui au bord du Danube. L'œuvre des pères fondateurs reposait sur un contrat établi au nom des droits de l'homme et de la démocratie. L'Union européenne n'a pas d'autre identité que celle qui dérive au quotidien de la commune adhésion à ces valeurs exigeantes. Demander

loin et qui évoluent dans une autre division, à ceux qui, par leur comportement, refont contre eux l'unanimité du club, à ceux assez différents de nous pour que nous ne risquions pas d'en essayer l'opprobre.

En fait, l'Europe se dote, au fil de ses échecs, d'un mode bien fragile de régulation. Qui peut conduire, comme en Grèce ou en Italie, à changer de gouvernement et à préempter, hors du suffrage universel, d'autres dirigeants. Rigide sur le pouvoir, elle se fait plus souple sur les valeurs. Un tel contraste est source d'un danger évident : celui de changer une communauté en club, et une libre association de volontés en une banale connivence.

à ceux qui sont en dehors de les respecter, ou les sanctionner durement s'ils s'en écartent, perd son sens dès lors que nous transigeons avec les princes qui les menacent de l'intérieur. Ne pas retenir la main du gouvernement de Viktor Orbán a d'abord pour effet d'avilir l'image de soi, celle dont l'exemplarité fonde notre position dans le monde.

Il est funeste de penser que la réaction ferme que l'Union opposa à Jorg Haider en son temps fut simplement inefficace, et d'en tirer argument pour renoncer aujourd'hui à toute sanction. Ce que fit l'Europe alors permit à celle-ci d'afficher son identité et ses convictions : il est grave, mais combien dans l'air du temps, de tenir de tels effets pour négligeables. Il est de même préoccupant de voir le nouveau sens qu'on entend donner ainsi à la sanction internationale : celle-ci serait désormais réservée aux petits, à ceux qui sont

OPINION MARC HUMBERT, économiste (1)

## Travailler ensemble

Les outils qui servent aux plus puissants à façonner un monde qui leur convient asservissent tous les autres humains. Ils nous mettent en compétition les uns contre les autres à l'échelle planétaire, brident notre créativité et épuisent la planète. Le répit keynésien (1929-1971) d'un capitalisme providentiel, dont les seuls Occidentaux (et les Japonais) ont bénéficié, à l'abri des frontières et aux dépens de la nature, a fait long feu.

« Passé un certain seuil, l'outil, de serviteur, devient despote », écrivait Illich dans *La Convivialité*, en 1973. Il en est ainsi de l'outil fondamental du « marché », qui est devenu un outil de destruction de la société. Il tient lieu désormais d'éthique, en substituant le prix à la valeur, et anihile le politique, en revendiquant

son caractère technique pour refuser tout contrôle. Il tend à tenir sous son empire toutes les activités humaines et la nature elle-même, faisant fi de toutes les frontières, promettant sans fin la croissance la plus vive.

Cessons d'avoir les yeux rivés sur un taux de croissance au prix du marché ; retrouvons le souci primordial d'organiser la production pour répondre aux besoins réels des uns et des autres ! Nous pourrions alors espérer échapper à la honte de voir progresser dans nos pays riches des inégalités qui retrouvent leur niveau du début du XX<sup>e</sup> siècle, d'enregistrer 65 000 morts par jour dans le monde faute de soins (faim, eau polluée...), de compter plus d'un milliard de mal-nourris, de ne pas savoir nous entendre pour endiguer le réchauffe-

ment climatique ou pour répartir l'usage de l'eau...

Dénonçons la pseudo-bonne gouvernance, qui n'est qu'un asservissement aux règles du marché et l'évitement d'une politique éclairée par l'éthique au cours de débats démocratiques participatifs. Sachons juger à quels niveaux on peut gérer quels problèmes en appliquant le principe de subsidiarité. La vie individuelle et sociale de tous les jours, primordiale pour tout un chacun, reste en premier lieu une affaire de communauté locale.

Cette question de taille, de niveau, est aussi pertinente pour les entreprises. Les écarts de productivité entre les différentes régions du monde doivent être réduits par la coopération. Leur mise en compétition financière et la circulation sans

raison des marchandises n'apportent aucune richesse réelle. La crise actuelle montre la vanité des pratiques fondées sur le seul appât du gain.

**La crise montre la vanité des pratiques fondées sur le seul appât du gain.**

Il faut en finir avec le fondamentalisme du marché, ce qu'Emmanuel Mounier appelait le primat de l'économique, « un désordre historique dont il faut sortir ». Il s'agit, en suivant Illich, de « travailler ensemble et de prendre soin l'un de l'autre ». La convivialité créatrice permettra de répondre aux besoins de tous et partagera équitablement les fruits de l'activité loin de l'illi-

mitation et de l'égoïsme. L'humanité pourra alors quitter la situation honteuse où elle s'est fourvoyée. Il est urgent de s'engager sur les voies ouvertes par les activités qui se réclament de l'économie sociale et solidaire, de la responsabilité sociale des entreprises. Elles sont, au sens de Patrick Viveret, les expériences anticipatrices de ce que pourrait être la convivialité créatrice d'une humanité enfin durable.

(1) Professeur d'économie politique à l'université de Rennes I et directeur de l'Institut français de recherche sur le Japon contemporain (CNRS) à la Maison franco-japonaise de Tokyo. Il est cofondateur et président du conseil scientifique de Pekea, association consultative auprès des Nations unies (présente dans 60 pays), mise en place pour construire une approche politique et éthique des activités économiques.